revista
PERIFERIAS

La pédagogie linguistique du vivre ensemble dans les écoles kurdes à Rojava

Un nouveau model d'éducation sous la menace de la guerre

Daniel Martins
Edmund Ruge

| Syrie |

traduit par Déborah Spatz

Après la publication de « La lutte kurde pour la démocratie et l'égalité de genre en Syrie » dans la troisième édition de la Revue Periferias, notre équipe a maintenu le contact avec le Centre d'Information Rojava (RIC), une organisation indépendante dédiée à soutenir le travail des journalistes internationaux au Rojava, dans le nord-est de la Syrie. Le RIC nous a mis en contact avec Becet Hussein, membre de la mission scolaire du canton de Qamishli, et en septembre, nous avons parlé avec lui du thème des modèles éducatifs alternatifs au Rojava.

Expériences d'une éducation radicalement démocratique: le modèle révolutionnaire Rojava en danger au centre des géopolitiques de la guerre

En décrivant l'administration autonome du Rojava et ses expériences éducatives innovantes – basées sur le concept d'un confédéralisme démocratique décentralisé, et dans lesquelles l'égalité de genre, l'écologie, la libération des femmes sont les principes centraux – Hussein nous a alerté sur la difficile bataille à laquelle le mouvement éducatif est confrontée dans le cadre de la guerre en cours. « N'importe quel pays en guerre est en défi avec lui-même parce que autour de vous, tout est détruit », a expliqué l'éducateur, âgé de 40 ans. « Nous avons besoin de plus de temps pour pratiquer la philosophie, le système que nous voulons. »

Dix jours plus tard, les Etats-Unis ont retiré leur soutien aux Forces Démocratiques Syriennes (SDF).

L'inattendue volte face a donné le feu vert à l'invasion militaire turque et a laissé les Kurdes, dans le nord de la Syrie, sans autre option que de se replier et de chercher une alliance avec le régime contre lequel ils se sont battus pendant des années : celui de Bachar al-Assad, en Syrie. Les efforts du Rojava dans le domaine de l'éducation radicalement démocratique risques, à présent, d'être totalement anéantis.

Avant 2012, l'année où Assad avait retiré ses forces de la ville de Kobanî et, par conséquent, l'année où le Rojava avait installé une administration autonome, parlé kurde était interdit en Syrie (puni d'une peine d'emprisonnement). Mais avec l'installation d'une administration autonome, les possibilités d'usage de la langue Kurde, ainsi que de nouvelles opportunités de retrouver la culture et l'histoire kurdes, principalement dans les écoles publiques, se sont élargies.

« Ça a été libérateur », a expliqué Hussein, qui enseigne également le kurde. « Avant, la

seule manière de vivre en Syrie, était de s'accepter en tant qu'arabe. Il n'y avait pas de place pour la démocratie. Aujourd'hui, c'est différent, même si nous n'arrivons toujours pas à croire que nous pouvons, en fait, étudier notre langue maternelle. »

Le simple fait de parler kurde faisait naître la peur de l'emprisonnement ou de perdre l'un de ses emplois, dit Hussein. Le régime a fait taire les Kurdes, leur refusant le droit d'assumer leur propre identité, mettant en place des limites pour les manifestations culturelles et la pensée, incluant la musique, la littérature, la poésie et l'organisation communautaire. Cependant, dans les dernières année, un contraste dans le modèle d'enseignement dans les écoles de Rojava, a été constaté, centré sur la pédagogie du vivre ensemble, mettant l'accent sur l'acceptation et l'intégration entre les différentes langues et cultures de la régions – notamment parmi les langues kurde, arabe, assyrienne, ethniquement difficile, convivent également dans la région, des musulmans sunnites, les chiites et soufis, en plus des populations minoritaires d'Arméniens, de Turkmènes, de Yazidis et de Juïfs.

Le modèle stipule trois éléments de programme, correspondants à une sorte d'éducation ethnique – un programme en kurde, avec sa variante dialectique kurmancî, un en arabe, ainsi qu'un troisième en araméen – les trois langues majeures de la région, officiellement enseignées, dans les écoles.

De la première à la troisième année, les enfants étudient la langue spécifique de chaque élément. À partir de la quatrième année, les élèves choisissent une seconde langue pour poursuivre les études à l'université. Les années allant de la première à la sixième, sont considérées comme l'école primaire, de la septième à la neuvième, c'est l'intermédiaire et de la dixième à la douzième, c'est l'équivalent du lycée.

En cinquième année, les élèves commencent à étudier une langue étrangère, généralement l'anglais. « Si nous voulons vivre ensemble, nous devons apprendre les langues des autres », a déclaré Hussein. « Les professeurs kurdes enseignement aux élèves arabes et les professeurs arabes enseignent également aux étudiants kurdes et syriens. »

Le contexte de provocation et de haine entre les Kurdes, les Arabes et les Syriens est le résultat d'un système de plusieurs siècles qui n'a pas fourni les moyens de vivre ensemble et de respect mutuel. « Ce que nous faisons est l'exact opposé », a dit Hussein. En effet, le projet global du nationalisme Arabe, celui de l'arabisation forcé et ses vastes effets tout au long du XXe siècle, doit être revu de manière critique.

Les élèves partagent non seulement des éléments du programme et leurs langues respectives, mais également des espaces scolaires et des évènements. « Nous organisons des festivals multiculturels, avec de la musique, de la poésie, du théâtre. Les élèves et les professeurs vivent, jouet et pratiquent du sport ensemble. Nous avons créé un espace au sein de l'école qui, au lieu de cacher les différences, les met en valeur », a déclaré Hussein, rappelant que, avant, la poésie et la musique ne pouvaient être composées qu'en arabe. En kurde, ni l'une, ni l'autre n'aurait pu être récitée ou chantée à voix en haute, en public, et encore moins publiée dans des livres.

Les défis restent indéniables. « Nous avons créé des institutions. Beaucoup d'écoles qui existaient ont été endommagées par la guerre. Nous souffrons d'un grave manque de matériel scolaire et technologique », a expliqué Hussein. Il ajoute qu'une grande partie a été volée, se rappelant que « l'hiver, les pupitres des enfants étaient utilisées comme bois de chauffage. Il faisait tellement froid et nous avions peu de ressources pour faire face à cela. » De nombreuses écoles n'ont pas été rénovées depuis des décennies. Compte tenu de la répression historique et de la mise sous silence de la langue kurde, les professeurs kurdes, ayant une formation universitaire, n'avaient enseigné que l'arabe. Beaucoup d'entre eux étaient incapables de lire ou d'écrire dans leur langue maternelle, et encore moins d'enseigner en kurde. « Notre plus grand défi est d'enseigner aux professeurs à travailler en kurde. »

En tant que ligne directrice de la région, le concept de Confédéralisme Démocratique décrit également l'établissement de communes dans chaque canton, chacune d'entre elle étant composée de cinq comités : la santé, l'éducation, la résolution de problème, l'économie et l'autodéfense. Dans un parallèle éducatif, les discussions en classe incluent le thème du vivre ensemble démocratique et des alternatives pour la paix dans la région.

Dans les trois cantons qui relèvent de l'administration autonome kurde, en Rojava, - Afrîn Kobani et Jazira – les données éducatives révèlent un portrait de la densité du système scolaire dans la région. En 2019, Jazira comptait environ 230 500 élèves dans plus de 2000 écoles et plus de 18 000 professeurs en formation.

Dans l'ensemble de la région, le Secrétaire à l'Éducation et à la Pédagogie de la Région Autonome estime que 40 000 nouveaux enseignants ont commencé un processus de formation à l'enseignement, en 2019.

L'année marque leur 11e année scolaire consécutive, selon Hussein. « Ça a été un processus graduel. En 2012, nous avons commencé, malgré la présence de professeurs du régime, à enseigner le kurde dans les écoles. En 2016, nous avons implanté le trilinguisme au programme, avec différentes phases dans chaque école. »

Le spectre de la guerre

Moins de deux semaines après que nous ayons parlé à Hussein, le président turc Recep Tayyip Erdogan a lancé une offensive dans le nord de la Syrie, justifiant l'attaque comme un acte pour lutter contre le « terrorisme » kurde. Les Etats-Unis, trébuchant après l'annonce brutale de leur retrait, négocieraient plus tard un cessez-le-feu avec la Russie et la Turquie, en échange d'une zone de sécurité imposée par la Turquie sur le territoire kurde autonome. Cette décision a entraîné le déplacement forcé de 200 000 Kurdes.

Erdogan a rapidement commencé à utiliser la région pour relocaliser des millions de Syriens qui avaient fui vers la Turquie, durant la guerre civile – dont la grande majorité est

d'originaire d'autres parties de la Syrie. Alors que les Etats-Unis ont, depuis, pris la décision de maintenir environ 500 troupes dans la région, les dégâts ont été causés. Les analystes mettent en garde, maintenant, du retour de l'État Islamique dans la région, et l'un des principaux généraux a appelé les observateurs internationaux à empêcher le nettoyage ethnique par les troupes et les mandataires turcs.

Sur le terrain, le rapport du RIC « la guerre de la Turquie contre les civils » a annoncé les crimes systémiques contre les civils « commis par les Forces Armées Turques (TAF) et ses milices mandataires organisées sous la bannière de « l'Armée Nationale Syrienne ». « Les violations des droits de l'Homme sont survenues au milieu du ciblage de civils, des bombardements aveugles et des frappes aériennes.

Le RIC a signalé la mort de civils et des dommages, aussi bien au sein du personnel humanitaire que médical, ainsi que dans les infrastructures. La région a également fait face à des pillages et à des crimes contre les biens, ainsi qu'une violente campagne de censure, avec « aussi bien, des attaques directes contre la presse et d'autres moyens par lesquels la Turquie tente de limiter la collecter d'information », rapporte le RIC.

C'est le résultat d'une « tentative systématique de rendre la vie invivable pour les civils dans les zones que la Turquie vise à occuper, dans le but ultime de déplacer la population civile, en générale, et les populations kurdes, yazidis et chrétiennes en particulier, facilitant l'installation des miliciens turkmènes et arabes, ainsi que de leurs familles et l'expansion du contrôle territoriale de la Turquie. »

D'un autre côté, le cessez-le-feu semble unilatéral, puisque la Turquie continue d'attaquer les Cantons Autonome du Rojava.

Rien de surprenant à ce que de nouvelles données collectées par l'Institut des Droits de l'Homme de Jazira relèvent la gravité et le préjudice subit par l'école publique de Rojava. Si durant l'année scolaire, au nord et à l'est de la Syrie, débuté en septembre 2019, on

comptait plus de 320 000 élèves, dans 3 100 écoles et avec 22 000 professeurs qualifiés dans les régions Eufrate et Jazira – *deux mois d'offensive militaire turque ont forcé la fermeture de 810 écoles, la destruction de 20 écoles à* Serê Kaniyê (Ras al-Ayn)*, la non-viabilité des conditions de travail pour 4 000 professeurs et l'interruption des cours pour 86 000 élèves.*

Même avant l'attaque turque, Hussein s'exprimait avec lucidité, soulignant que la continuité et l'amélioration des expériences éducatives radicalement démocratiques kurdes reposaient sur un élément crucial. « L'amélioration de ce modèle et da reproduction dans plus d'écoles dépend de la fin de la guerre. » explique-t-il. « Nous ne savons pas quand ça sera terminé. »

Collaboration: Rojava Information Center
Cet article a été publié le 20 décembre/2019. Des informations actualisées concernant les derniers développements de la guerre en Syrie sont disponibles sur le résumé quotidien du RIC et sur Liveuampa

> RIC Rapports : 'Turkey's war against civilians'
'Beyond the Frontlines: The building of the democratic system in North and East Syria'